

Concours « Clemenceau »

Règlement de la session 2023-2024

1 – Présentation du concours

Une des missions de l'École est de transmettre et faire vivre les valeurs de la République et de contribuer à l'éducation de futurs citoyens, éclairés, libres et engagés. Le concours Clemenceau, organisé conjointement par le ministère de l'éducation nationale et de la jeunesse et le ministère de l'intérieur et des Outre-mer, a pour objectif de faire découvrir aux élèves l'engagement quotidien des policiers et des gendarmes au service de la population. Il comporte deux phases cumulatives distinctes :

- **L'organisation de rencontres et d'échanges**

Les élèves sont accueillis par les représentants des forces de l'ordre pour participer à des ateliers qui peuvent être de différentes natures :

- ✓ Atelier « sécurité publique » : visite d'un commissariat ou d'une brigade de gendarmerie ;
- ✓ Atelier « police judiciaire » : découverte des missions de la police judiciaire ;
- ✓ Atelier « intervention » : présentation des modalités, des techniques d'intervention et de l'équipement ;
- ✓ Atelier « prévention » : sensibilisation aux comportements à risques (violences, racket, internet, drogues et alcool).

- **La réalisation d'un travail en classe**

Dans le cadre de la politique publique de sécurité du quotidien, les élèves réalisent un travail collectif autour de la problématique suivante : « **L'action des policiers et des gendarmes en matière de prévention des risques auprès des jeunes** »

Ce travail met l'accent sur la notion d'engagement, ainsi que sur les principes et valeurs de la République dont les forces de l'ordre sont les garantes.

2 – Public concerné

Le concours est ouvert aux élèves de 4^{ème} et 3^{ème} de tous les collèges publics et privés sous contrat et des établissements d'enseignement relevant d'autres ministères (agriculture, défense, etc.). La participation des établissements situés dans les **quartiers de reconquête républicaine** doit être particulièrement encouragée.

Les groupes composés *a minima* d'une dizaine d'élèves doivent être constitués par le chef d'établissement. Un établissement peut inscrire deux groupes au maximum. Leur création offre l'opportunité d'informer les élèves qui s'interrogent sur leur orientation et veulent découvrir de nouveaux métiers. Chaque groupe est accompagné par un membre de l'équipe éducative référent : professeur, conseiller principal d'éducation, assistant d'éducation, professeur documentaliste, etc.

3 – Objectifs pédagogiques

Le concours participe à la mise en œuvre du programme d'enseignement moral et civique qui poursuit plusieurs finalités : l'apprentissage du respect d'autrui, l'acquisition et le partage des valeurs de la République, la construction d'une culture civique.

Il s'agit d'insister sur l'organisation de l'État de droit, la place et le rôle des services de sécurité qui sont au service des personnes et des biens, mais aussi de réfléchir sur la façon dont les principes et les valeurs de la République peuvent être remises en cause par la revendication de certains droits individuels.

En donnant la possibilité aux élèves de s'exprimer par un travail collectif fondé sur les échanges et rencontres avec les forces de l'ordre, le concours participe pleinement à l'acquisition des compétences et connaissances du socle commun notamment du domaine 3 « la formation de la personne et du citoyen » mais également du domaine 1 « les langages pour penser et communiquer ».

La production ne devra pas se contenter de restituer les temps de rencontre avec les forces de sécurité. Elle devra répondre à la problématique liée au thème du concours en montrant que les élèves ont réfléchi aux liens entre le rôle des forces de sécurité et le fonctionnement de nos institutions démocratiques.

4 – Modalités de participation et calendrier

- **Envoi des candidatures : date limite fixée au vendredi 15 mars 2024 pour la Nouvelle-Calédonie**

Les chefs d'établissement téléchargent le formulaire d'inscription disponible sur la page « Mémoire et Citoyenneté » du vice-rectorat : <https://www.ac-noumea.nc/spip.php?article5115>. Ils le transmettent par mail à Isabelle Amiot, référente académique « Mémoire et Citoyenneté » - histoire-geographie@ac-noumea.nc, en mettant en copie les adresses lab-psq@interieur.gouv.fr, clemenceau.dgesco@education.gouv.fr

- **Sélection des établissements et organisation des rencontres jeunes-forces de l'ordre**

Afin de procéder à la mise en place de rencontres entre les élèves et les forces de l'ordre, chaque chef d'établissement prend contact avec les forces de sécurité locales, avec l'appui du référent police ou gendarmerie le cas échéant. Toute difficulté rencontrée dans la préparation de ces rencontres peut être signalée par mail aux adresses lab-psq@interieur.gouv.fr et clemenceau.dgesco@education.gouv.fr. Chaque établissement participant à un atelier communique cette information par mail aux adresses lab-psq@interieur.gouv.fr et clemenceau.dgesco@education.gouv.fr le **vendredi 15 mars 2024 au plus tard pour la Nouvelle-Calédonie**.

- **Réalisation des projets collectifs et envoi des productions: date limite fixée au vendredi 31 mai 2024 pour la Nouvelle-Calédonie**

Les travaux des élèves peuvent être réalisés dans des cadres variés (enseignements disciplinaires ou interdisciplinaires, ateliers, etc.). Les réalisations peuvent prendre toutes formes d'expression : affiche, vidéo, chanson, poème, jeu, etc. sur le support de leur choix : dossiers manuscrits ou imprimés, panneaux d'exposition, site internet, vidéo ou document sonore, etc.

Les productions proposées devront :

- Répondre au sujet et à sa problématique ;
- Montrer l'implication des élèves dans le travail ;
- Montrer que les élèves ont gagné en connaissances ;
- Respecter les critères de forme imposés par le règlement : quel que soit le support d'expression choisi, **le travail des élèves et les éventuels documents d'accompagnement doivent obligatoirement être enregistrés sous format numérique, par le biais d'un dossier de candidature** (au format PDF ou MP4, consultables sur tout type d'ordinateur en portant une attention particulière à la qualité de la prise de son pour son audibilité aux jurys). La qualité de la valorisation numérique (présentation par les élèves, dessin, photo, vidéo, etc.) est un des critères d'évaluation des jurys. **La durée des éventuels documents « vidéos » réalisés par les élèves ne doit pas excéder 3 minutes. La qualité de la production sera prise en compte ;**
- Mettre en avant le lien entre la thématique et le quotidien des élèves sur leur territoire.

Le jury portera une attention spécifique à la qualité et à la lisibilité de la démarche pédagogique.

Le dossier numérique de candidature doit être composé de :

- La production des élèves sous format numérique ;

La fiche descriptive comportant l'avis argumenté du chef d'établissement, indispensable au travail d'évaluation du jury (téléchargeable sur la page « Mémoire et Citoyenneté » du vice-rectorat : <https://www.ac-noumea.nc/spip.php?article5115>).

- En option, tout document d'accompagnement à la production.

Cet ensemble doit être envoyé sous format numérique via un système de transfert de fichiers volumineux, à Isabelle Amiot, référente académique « mémoire et citoyenneté », histoire-geographie@ac-noumea.nc, **le vendredi 31 mai 2024 au plus tard pour la Nouvelle-Calédonie**.

Tout envoi de dossier incomplet sera considéré comme irrecevable.

5 – Palmarès académique

- **La sélection académique : courant juin 2024**

Les autorités académiques des deux institutions partenaires (recteur, commandant(s) de Région et directeur(s) départemental(aux) du ressort de l'académie concernée par les candidatures) réunissent, si le nombre le justifie, un jury paritaire d'experts pour sélectionner le meilleur projet à transmettre par le référent académique « mémoire et citoyenneté » de l'académie **sous format numérique via un système de transfert de fichiers volumineux** au niveau national à l'adresse clemenceau.dgesco@education.gouv.fr.

- **Cérémonies de remise de prix**

Des cérémonies de remise de prix à l'initiative des deux partenaires pourront être organisées au niveau académique en fonction des situations rencontrées et des contraintes locales.

6 – Palmarès national

Le jury national composé à parité de représentants du ministère de l'éducation nationale et de la jeunesse et du ministère de l'intérieur et des Outre-mer se réunit avant le vendredi 12 juillet 2024 pour établir le palmarès national.

7 – Cérémonie nationale

Les groupes lauréats (ou leurs représentants) sont invités à la cérémonie nationale organisée à Paris au cours du mois d'octobre 2024.

8 – Valorisation des travaux

La participation à ce concours vaut cession, à titre gratuit, au profit des services de l'éducation nationale et des services de la police nationale et de la gendarmerie nationale, de tous les droits de propriété des candidats ou de leurs ayants droit sur les documents et œuvres réalisés dans ce cadre (pour la partie concernant leur production propre). Les services chargés de la valorisation des travaux des candidats doivent veiller à respecter la législation sur les droits d'auteur. En particulier, les séquences extraites d'œuvres audiovisuelles dont les droits n'ont pas été cédés ne peuvent être diffusées.

Afin de permettre la valorisation des travaux, les équipes pédagogiques veilleront d'une part à ce que le droit à l'image (photos, vidéos, etc.) de toutes les personnes participant aux réalisations des élèves soit strictement respecté, d'autre part à ce que les éléments reproduits soient libres de droit ou bénéficient d'un accord pour une utilisation à titre gracieux. À cet effet, elles feront remplir par les personnes concernées le formulaire de captation disponible sur la page éducol dédiée (<https://eduscol.education.fr/concours-clemenceau/>) et le joindront au travail des élèves lors de l'envoi de ce dernier à la référente académique « mémoire et citoyenneté ».

La participation à ce concours implique l'acceptation du présent règlement.

RAPPEL DES GRANDES ETAPES DU CONCOURS

Lundi 12 février 2024 : lancement de l'édition 2023-2024 du concours Clemenceau

Vendredi 15 mars 2024 pour la Nouvelle-Calédonie : date limite d'inscription auprès de la référente académique Mémoire et Citoyenneté histoire-geographie@ac-noumea.nc (copie à l'adresse clemenceau.dgesco@education.gouv.fr).

Vendredi 31 mai 2024 pour la Nouvelle-Calédonie : date limite d'envoi des travaux à la référente académique « Mémoire et Citoyenneté » histoire-geographie@ac-noumea.nc sous format numérique.

Juin 2024 : sélection académique

Avant le vendredi 12 juillet 2024 : tenue du jury national

Courant octobre 2024 : cérémonie nationale à Paris en présence des lauréats